

Déclaration d'un résident d'Espagne devant la Commission des nations non représentées du Conseil de l'Europe (4 août 1961)

Légende: Déclaration d'un résident d'Espagne auprès de la Commission des nations non représentées du Conseil de l'Europe le 4 août 1961 sur la situation économique, politique et sociale en Espagne sous le régime de Franco

Source: Conseil de l'Europe. 04.08.1961, n° AS/NR (13) PV 3, Annex 1. Strasbourg.

Archives du Conseil de l'Europe, Strasbourg. PACECOM 019348.

Copyright: (c) Conseil de l'Europe

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_d_un_resident_d_espagne_devant_la_commission_des_nations_non_representees_d_u_conseil_de_l_europe_4_aout_1961-fr-d059d5b5-9bc1-47f2-807d-18a0aa01bc9a.html

Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

CONSEIL DE L'EUROPE COUNCIL OF EUROPE

Strasbourg, le 4 août 1961

Restricted
Annexe au
AS/NR (13) PV 3
Or. angl.

ASSEMBLÉE CONSULTATIVE

COMMISSION DES NATIONS NON REPRESENTÉES



PACCOM019348

DECLARATION D'UN RESIDENT D'ESPAGNE

(1) Affaires économiques

L'admission de l'Espagne à l'O.E.C.E. a signifié le commencement d'un certain degré de contrôle international sur la politique et les affaires économiques de l'Espagne - évolution qui, en elle-même, n'a pas été bien accueillie par le Général Franco.

En retour d'un prêt de 418 millions de dollars des Etats-Unis, l'Espagne a accepté de faire partie de l'O.E.C.E., de dévaluer la peseta et de libérer ses échanges privés dans une mesure plus grande qu'auparavant. Avant cette décision, presque tous les échanges espagnols étaient effectués sur une base bilatérale. La fluidité des échanges et le système de clearing international ne sont apparus qu'après les réformes économiques introduites par l'O.E.C.E. en été 1959. Depuis ces réformes, la situation financière de l'Espagne s'est considérablement améliorée et les réserves espagnoles ont augmenté pour atteindre un total d'environ 600 millions de dollars.

Le tourisme procure aussi actuellement à l'Espagne des recettes très importantes car les touristes achètent maintenant leurs pesetas en Espagne (alors qu'ils les achetaient à l'extérieur avant la dévaluation), ce qui a fait entrer de grandes quantités de devises étrangères dans le pays.

Les échanges privés de l'Espagne ont maintenant été libérés à environ 70 % contre quelque 30 ou 40 % en 1959.

./.

A 64.206
TN 5196/SFD

Annexe au
AS/NR (13) PV 3

- 2 -

Cette amélioration est essentiellement d'ordre financier et non économique. Toutefois, l'inflation a été contrôlée et, en même temps, la spéculation et les profits ont également été limités. Selon certains observateurs, ces réformes financières ne seront pas nécessairement permanentes et les changements n'ont été introduits que sous la pression de l'Amérique et de l'O.E.C.E. Dans les centres industriels, tels que Bilbao et Barcelone, certains indices paraissent montrer que l'industrie espagnole a bénéficié dans une certaine mesure des réformes de l'O.E.C.E. et que la production augmente.

Le gouvernement étant une dictature, les Ministères sont entre les mains de personnes désignées, non pour leurs compétences techniques mais pour leurs vues politiques. Ces personnes ne collaborent donc pas ensemble comme une véritable équipe ministérielle et il n'y a de ce fait aucune coordination réelle des politiques économique et financière.

L'administration en Espagne constitue une vaste bureaucratie dont les membres sont très mal rémunérés. Le traitement moyen du fonctionnaire varie entre 30 et 40 dollars américains par mois. La plupart des fonctionnaires doivent prendre un autre emploi dans la seconde partie de la journée afin de pouvoir vivre. Comme les fonctionnaires ne peuvent être licenciés, rien ne les incite à travailler sérieusement ou à être efficaces. Un certain nombre de hauts fonctionnaires acceptent des pots de vin et la corruption est fréquente, par exemple, les permis nécessaires aux fabricants ou aux marchands sont souvent vendus par les autorités compétentes pour des sommes importantes.

Toutefois, l'influence de l'organisation catholique, Opus Dei a été favorable sur le plan administratif. Les membres de cette organisation cherchent à obtenir des réformes administratives et à éliminer l'archaïsme et la corruption qui caractérisent l'administration. Les ministres des Finances et du Commerce sont deux membres éminents d'Opus Dei et leurs Ministères ont été très améliorés et considérablement réorganisés sous leur influence personnelle. De même, un collège de formation des fonctionnaires a été créé et a pour objet d'améliorer le statut général des fonctionnaires d'ici quelques années.

./.

(2) Affaires politiques

Bien qu'il soit possible d'essayer d'obtenir des améliorations et des réformes d'ordre économique sous une dictature, il est beaucoup plus difficile de parvenir à des réformes politiques.

Le Général Franco minimise sa propre importance personnelle comme chef du régime ; par exemple, il déclare qu'il n'est pas la source de tous pouvoirs et de toute politique en Espagne, alors qu'il l'est. Il nomme personnellement environ 100 membres du Cortes et choisit également les ministres du cabinet, les gouverneurs de province, les maires de toutes les villes importantes et tous ceux qui occupent les positions les plus élevées dans l'armée et dans l'Eglise.

La question de sa succession est l'une des plus brûlantes de la politique espagnole à l'heure actuelle. Tout le monde souhaite savoir qui succédera à Franco. La loi de succession déclare que l'Espagne est constitutionnellement une monarchie bien qu'elle n'ait à présent pas de monarque. Franco a des pouvoirs à vie mais il a également stipulé qu'il pourrait choisir son successeur qui occupera le trône d'Espagne et il peut aussi, naturellement, éliminer quiconque de cette position. Dans des conversations privées, il a indiqué que Don Juan de Bourbon est le prince qui a les plus grands droits à faire valoir sur le trône d'Espagne.

L'appui le plus fort dont dispose Franco est celui de forces armées - l'influence de l'Eglise a légèrement diminué au cours des années récentes. Il est également appuyé par les groupes financiers qui ont prospéré sous sa domination. Ces groupes ne veulent pas que la situation actuelle soit modifiée. S'ils sont puissants et influents, ils ne sont par contre pas très nombreux.

Le règne d'un seul homme, Franco, repose sur l'élimination de tous ses rivaux en puissance. Ceux-ci sont systématiquement supprimés. Pour la plupart des conservateurs, une monarchie est la seule solution possible. Toutefois, Don Juan n'est pas disposé à "recevoir sa couronne du sabre du Général Franco". Don Juan ne veut pas être identifié avec la Phalange. L'on s'attend qu'il y aura un fort retour vers la gauche après la mort de Franco et Don Juan ne veut pas, dans ces circonstances, être teinté par une association avec la Phalange. Il préfère rester à l'arrière-plan et ne pas faire de déclarations politiques pour ne pas alarmer ses partisans conservateurs qui pourraient l'accuser de chercher un appui dans les partis de gauche.

Annexe au
AS/NR (13) PV 3

- 4 -

La nouvelle union des forces démocratiques (UFD) qui a récemment été constituée est le premier exemple d'un groupe politique de gauche qui se soit développé en Espagne en 1936. Actuellement ce groupe n'est pas important, mais il constitue le point de ralliement possible de tous les radicaux d'Espagne. Il existe également un groupe secret chrétien-démocrate qui appuie Don Juan et voit, dans la restauration de la monarchie, le préliminaire nécessaire pour tout mouvement tenté en vue de restaurer la démocratie en Espagne. A l'extrême gauche, ce sont les Communistes qui revendiquent toute l'opposition de gauche à Franco en l'absence d'un parti socialiste organisé. A l'extrême droite, la Phalange, qui groupe de nombreux néo-nazis et néo-fascistes, tend de plus en plus à perdre du terrain.

Un discours typique de la Phalange a été prononcé récemment à Madrid par un membre de l'Etat-major du capitaine général de Madrid, qui s'est terminé par les cinq conclusions qui caractérisent l'attitude de Franco à l'égard des affaires européennes.

- (i) L'Espagne réalise des progrès dans le domaine économique, mais ces progrès sont tenus sous silence par les ennemis de l'Espagne.
- (ii) L'Espagne n'a pas seulement des ennemis dans le monde communiste mais aussi dans le monde occidental, c'est-à-dire les libéraux, les franc-maçons, etc.
- (iii) L'Espagne s'unit volontiers avec l'Ouest contre les Etats communistes de l'Est, mais l'Occident est mal dirigé par la politique étrangère américaine.
- (iv) Pourquoi, demanda-t-il, les peuples des autres pays ne nous aiment pas, nous Espagnols ? Veulent-ils éviter le communisme pour eux-mêmes mais le laisser nous conquérir ?
- (v) Nous, Espagnols, avons une politique immuable et inflexible. Ce sont les autres pays qui nous entourent qui changent.

L'orateur a terminé en concluant que "Franco lui-même observe l'attitude d'un officier d'infanterie coloniale ; il considère les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Occident comme décadents et vaincus. L'Allemagne occidentale et le Portugal peuvent être considérés comme les véritables amis de l'Espagne".

- 5 -

Annexe au
AS/NR (13) PV 3

Se référant à la position de l'Espagne vis-à-vis du monde extérieur, il déclare, qu'après une période initiale de "lune de miel" avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, immédiatement après la guerre civile, vint, vers 1942-43, une période au cours de laquelle Franco est devenu très fortement influencé à l'encontre de ses liens avec l'Axe par la politique et les avis de Salazar. Le boycottage de l'Espagne, par le monde occidental, après la guerre, a incité la fière population d'Espagne à réagir en s'unissant aux côtés de Franco contre cette censure étrangère. En raison de la guerre de Corée, l'Espagne a été invitée de nouveau à reprendre sa place dans le monde occidental et à conclure des accords militaires et d'assistance avec les Etats-Unis.

En 1959, l'Espagne a adhéré à l'O.E.C.E. et a entrepris en même temps des réformes économiques. Franco estime maintenant qu'il est de son intérêt d'avoir de meilleures relations avec l'Europe occidentale et l'on peut constater qu'il se dégage légèrement de son alliance avec l'Amérique pour se tourner vers une politique plus "européenne". L'on s'attend, au cours des mois suivants, à la formation d'un nouveau Cabinet espagnol, qui aurait un aspect plus "européen".

Le Président remercie ensuite l'orateur qui répond aux questions que lui posent MM. Linden, Montini, Wach, Strasser et Mme Hubert.

En réponse à ces questions, l'orateur souligne les points suivants :

(a) Apparition du communisme

L'orateur pense qu'il est en effet à craindre que le communisme prenne de l'extension en Espagne après la mort du Général Franco. Il en est ainsi parce que Franco a supprimé toutes les formes "modérées" de l'opposition y compris le parti socialiste. Ainsi, seuls les communistes demeurent comme le symbole de l'opposition de gauche à la Phalange. Les socialistes en exil sont devenus "bourgeois" et ont eu tendance à se désintéresser de l'évolution en Espagne. Toutefois, ils reconnaissent maintenant les dangers de la collaboration avec les communistes ; alors que les socialistes d'Espagne sont plus disposés à conclure une alliance tactique avec les communistes si l'occasion se présente. La nouvelle classe moyenne en Espagne, qui est tributaire de l'industrie et du commerce pour son existence, est conservatrice quant à ses vues et s'opposerait à la violence après le départ du Général Franco.

./.

Annexe au
AS/NR (13) PV 3

- 6 -

(b) Impôts

L'orateur reconnaît que les revenus des riches ne sont imposés qu'à concurrence de 35 % ou 40 % alors qu'ils le sont jusqu'à 60 % à 70 % dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Bien que Franco se targue parfois d'être un ennemi du capitalisme (il y a quelques jours, par exemple, il a déclaré : "Le capitalisme est le fardeau du monde occidental"), l'Espagne, sous son régime, est peut-être le pays le plus capitaliste du monde.

(c) Anarchistes

L'orateur déclare que les anarchistes ont perdu du terrain en Espagne. Il y en a quelques-uns dans les secteurs industriels de Bilbao, Saragosse et Barcelone, mais ils ne représentent pas une force politique considérable.

(d) Protestants

L'orateur déclare qu'il y a peut-être 200 chapelles ou centres protestants en Espagne - surtout à Barcelone et à Madrid. Il y a probablement environ 30.000 protestants en Espagne auxquels s'ajoutent environ 60 à 70.000 catholiques "faibles" qui parfois participent aux services protestants. Les protestants ne sont pas systématiquement persécutés mais les gouverneurs de province prennent leurs propres dispositions en ce qui concerne la tolérance des minorités protestantes. Dans certaines régions, elles sont supprimées ; dans d'autres elles jouissent d'une relative liberté quant à la pratique religieuse.

(e) La population d'Espagne souhaite-t-elle avoir un régime autoritaire ?

L'orateur déclare que les Espagnols sont par nature un peuple remuant et violent. Historiquement, ils ont été gouvernés par des hommes forts et ont traversé des périodes de disputes et de querelles. Le problème à résoudre est de réconcilier le régime autoritaire et l'ordre public avec les réformes qui sont nécessaires pour le progrès de la démocratie. Actuellement, le régime Franco emploie le terme "démocratie" dans un sens péjoratif comme il emploie les termes marxisme, franc-maçonnerie et libéralisme.